

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 3 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORDTOLE Conteneurs et Systèmes

Zone Industrielle du Moulin Blanc
Rue du Champ des Oiseaux
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : 2025 – V3 - 059
Code AIOT : 0007001070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement NORDTOLE Conteneurs et Systèmes implanté Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORDTOLE Conteneurs et Systèmes
- Zone Industrielle du Moulin Blanc Rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 1997 modifié l'autorisant à exploiter à Saint Amand-les-Eaux une unité de fabrication et de maintenance de conteneurs industriels.

Les activités sont aujourd'hui réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2019, suite à la scission du site entre les sociétés NCS et NCG.

La société NCS est propriétaire des bâtiments et des terrains. La société NCG a quitté le site début 2024.

Les activités de NCS sont les suivantes :

- l'activité conteneurs neufs : fabrication de conteneurs GRV métalliques pour l'industrie cosmétique, pharmaceutique, peinture ;
- l'activité opérateur : maintenance, lavage et entretien des conteneurs, essentiellement pour le secteur de l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aires étanches	AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Contrôle étanchéité rétention	AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 3	Levée de mise en demeure
4	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 4	Levée de mise en demeure
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 5	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité pour l'ensemble des prescriptions visées par l'arrêté de mise en demeure du 03 décembre 2024. L'inspection constate que les procédures mises en œuvre et les bonnes pratiques perdurent dans le temps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aires étanches

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions générales– aires étanches
Prescription contrôlée : La société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES, dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc - BP 20164 - 59733 Saint-Amand-les-Eaux est mise en demeure, de respecter sous 30 jours les prescriptions de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, portant notamment sur les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre ou contenant des substances très toxiques et toxiques définies par l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Les éléments justifiant la conformité des installations sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier du 19 juillet 2023, l'exploitant déclare à l'inspection avoir « installé une zone de récupération des éventuelles égouttures à l'endroit où les nacelles sont parfois déposées temporairement, avec un tapis d'absorbants sous caillebotis qui sera périodiquement remplacé. » À ce courrier, est annexée une photo présentant le caillebotis mis en place. Lors de la présente visite, l'inspection constate qu'un espace a été délimité pour réceptionner les nacelles en attentes sortant des bains alcalins. Cette zone d'attente provisoire est munie d'un dispositif permettant d'étanchéifier et de récupérer les égouttures provenant des pièces sortant de bains alcalins. Ce dispositif comprend de bas en haut : <ul style="list-style-type: none">• un revêtement étanche ;• un absorbant ;• un caillebotis. L'inspection observe qu'une nacelle est d'ailleurs déposée sur cette zone. L'absorbant permet de récupérer les égouttures de produits alcalins. La nacelle ne déborde pas de la zone de caillebotis. La surface sécurisée par ce dispositif permet d'accueillir les nacelles en attente. L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre les dispositifs adéquats et s'est mis en conformité avec la prescription visée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions générales – Rétentions
Prescription contrôlée : La société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES, dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc - BP 20164 - 59733 Saint-Amand-les-Eaux est mise en demeure, de respecter sous 30 jours les prescriptions de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, portant notamment sur les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les éléments justifiant la conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier du 19 juillet 2023, l'exploitant déclare à l'inspection avoir « ceinturé le plancher de rinçage acide à l'aide de cornières et de mastic d'étanchéité afin d'empêcher tout écoulement d'eaux de rinçage dans la rétention des baignoires acides, ce qui va permettre de maintenir la rétention des baignoires acides vide. La pompe qui nous permettait de retirer ces eaux de rinçage de la rétention a de ce fait été retirée ». En annexe 2 du courrier, des photos des aménagements sont présentées. Lors de la présente visite, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• les cornières sont correctement mises en œuvre sur l'ensemble du pourtour de la zone ;• les rétentions sont vides de tout liquide et sèches ;• la pompe a été retirée ;• les eaux de rinçage sont canalisées vers la station de traitement des eaux résiduaires de l'installation L'inspection constate que les cornières sont efficaces. L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre les dispositifs adéquats et s'est mis en conformité avec la prescription visée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contrôle étanchéité rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions générales - Contrôle étanchéité rétention
Prescription contrôlée : La société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES ,dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc - BP 20164 - 59733 Saint-Amand-les-Eaux est mise en demeure ,de respecter sous 30 jours les prescriptions de l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, portant notamment sur l'étanchéité du ou des réservoirs associés, doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les éléments justifiant la conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier du 19 juillet 2023, l'exploitant déclare à l'inspection avoir « profité d'un départ de big-bags de boues de station pour réaliser un nettoyage complet de la fosse de rétention acide et nous avons procédé à sa vérification. Une fiche d'enregistrement de cette vérification a été créée. » En annexe 3 du courrier sont présentés une photographie de la rétention et l'extrait de la fiche de contrôle : FICHE de CONTROLE DES FOSSES de RETENSION TS Lors de la présente visite, l'inspection constate que les rétentions sont propres. Dans la rétention des bains d'acide sont stockés les big bags des boues compressées de la station de traitement des eaux. Suite à l'inspection du 23 février 2023 l'exploitant a justifié des volumes disponibles dans ces rétentions y compris en présence des stockages de big-bags dans celle-ci. Lors de la visite, l'inspection consulte le registre de contrôle des fosses de rétention. Les contrôles visuels ont été effectués aux dates suivantes 12 juillet 2023, 24 novembre 2023, 27 février 2024, 25 juin 2024, 18 octobre 2024. Lors de ces contrôles, il n'a pas été relevé d'anomalie. Les contrôles visuels sont réalisés au moins deux fois par an. L'opérateur doit porter une attention particulière à l'absence de trous ou de déchirure de la bâche et vérifier les soudures. L'inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'étiquetage des substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : La société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES, dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc - BP 20164 - 59733 Saint-Amand-les-Eaux est mise en demeure, de respecter sous 30 jours les prescriptions de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2019, portant notamment sur l'étiquetage des fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les éléments justifiant la conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection constate que l'ensemble des fûts, bidon ou cuves qu'elle peut observer sont munies d'un étiquetage reprécisant : <ul style="list-style-type: none">• le nom du produit ;• les mentions de dangers ;• nature du produit ;• les conduites à tenir. L'inspection constate que l'exploitant a mis en œuvre l'étiquetage réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/12/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Respect de moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La société NORDTOLE CONTENEURS ET SYSTEMES, dont le siège social est situé ZAC du Moulin Blanc - BP 20164 - 59733 Saint-Amand-les-Eaux est mise en demeure, de respecter sous 30 jours les prescriptions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mars 2019, portant notamment sur une installation dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : des extincteurs appropriés aux risques à raison d'un appareil pour 200 m ² de plancher complétés par des extincteurs appropriés à des risques particuliers, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les éléments justifiant la conformité sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier du 19 juillet 2023, l'exploitant déclare à l'inspection avoir « procédé à un désencombrement des allées de circulation et assurer que les moyens d'extinction incendie soient accessibles. Comme annoncé dans le précédent courrier, un tour d'usine hebdomadaire sera fait pour nous assurer du respect de ces points. » En annexe 4 du courrier, sont présentées les photos des marquages au sol et des extincteurs. Lors de la présente visite, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">• les allées sont dégagées ;• les extincteurs sont visibles et accessibles ;• les zones de circulation sont définies par un marquage au sol spécifique. L'inspection constate que l'exploitant s'est mis en conformité avec la prescription visée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure